



# La souveraineté alimentaire grâce aux semences paysannes

La Via Campesina : élaboration de contenus communs sur les  
semences paysannes





## **La souveraineté alimentaire grâce aux semences paysannes**

La Via Campesina : élaboration de contenus communs sur les semences paysannes

Module de formation no. 1

Elaboré par La Via Campesina

Illustrations: Sophie Holin / La Via Campesina

Bagnolet, décembre 2021

# La Via Campesina : élaboration de contenus communs sur les semences paysannes

« Notre objectif politique est d'atteindre la Souveraineté Alimentaire, dont l'objectif est le renforcement et la reconstruction des systèmes alimentaires locaux et l'élaboration d'un nouveau modèle de relations économiques et sociales basées sur la dignité, la solidarité et l'éthique.»

– LVC Euskal Herria Plan d'Action / Lignes Stratégiques 2017-2020

## Introduction

Chaque organisation, région et campagne de La Via Campesina a une mission permanente : semer, protéger et obtenir la souveraineté alimentaire. Pour ce faire, nous devons être capables de combattre le capital transnational sous toutes ses formes, défendre nos savoirs ancestraux ainsi que la Terre-Mère qui en est la base, et semer la souveraineté dans chacun de nos territoires. C'est ce qu'exige notre mouvement, et c'est ce pour quoi chacun·e d'entre nous s'est engagé·e.

Comme partie intégrante de cette lutte, nous avons créé, depuis 2003, notre Campagne mondiale pour les semences, « Patrimoine des Peuples au Service de l'Humanité ».

Plusieurs organisations de La Via Campesina mènent des activités liées à la réappropriation des systèmes de semences paysans. Il s'agit notamment de campagnes politiques contre les menaces perpétrées par l'industrie semencière et contre la criminalisation des producteur·ices de semences paysannes ; de la défense des systèmes de semences paysannes dans l'opinion publique ; d'activités contre les lois nationales et internationales qui permettent et encouragent la privatisation des semences. Avant tout, il y a beaucoup de travail lié aux semences elles-mêmes, une tâche dans laquelle les femmes sont des protagonistes importantes : surtout quant au sauvetage des variétés locales et des connaissances à leur sujet, ainsi que leur revalorisation, conservation, reproduction, sélection, croisement, multiplication, échange, distribution à travers les organisations paysannes. Au sein de nos communautés, il existe une énorme variété de semences paysannes qui risquent fortement d'être à jamais perdues, ainsi qu'un fort besoin de semences indigènes en quantité et qualité suffisantes pour approvisionner les familles paysannes et autochtones, et nos sociétés.

Dans le cadre de notre Campagne mondiale pour les semences, nous avons accumulé une multitude d'expériences et de connaissances – tant politiques que pratiques – liées à la défense des semences paysannes et des droits des peuples à les sauver, les conserver, les multiplier et les mettre au service de l'humanité. Dans de nombreux cas, cette accumulation se traduit par la production de nos propres réflexions profondes – paysannes et indigènes – sur nos réalités, nos ennemis communs et les stratégies à développer. À ce stade du processus, nous constatons que notre mouvement a produit une belle et riche diversité de contenus qui synthétise notre perspective sur les semences à un moment où nous accordons une plus grande importance à la formation – tant politique que technique – pour accompagner les différents processus de transformation sociale dans le monde. Sans jamais négliger l'étude d'autres sources, la formation basée sur notre propre perspective, notre propre lutte, est une tâche stratégique que nous assumons au sein du mouvement, grâce à nos organisations, dans la lutte pour les semences paysannes, et nous avons toutes les conditions pour faire cela.

## **Contenus communs & Shigra virtuelle**

Ces « contenus communs », ainsi qu'une « Shigra virtuelle », seront organisés par modules. Chaque module aura des contenus propres à LVC, aux organisations alliées, et des éditoriaux que nous considérerons socialement utiles. Ces contenus seront répartis en trois niveaux : basique, moyen et supérieur, chacun avec des indications de base que tout animateur et animatrice peut utiliser pour les processus de formation, avec des degrés de complexité croissants selon les objectifs. Ils seront conçus pour une utilisation grand public, esthétiquement attrayants, ils respecteront notre diversité.

Nous proposons les 5 modules suivants :

- La souveraineté alimentaire grâce aux semences paysannes
- Campagne pour les semences « le patrimoine des peuples au service de l'humanité »
- Culture paysanne et autochtone des femmes rurales
- Histoire de la domestication et de la diversification des semences
- Organisations et mécanismes internationaux

*Shigra*: Un terme quechua qui signifie "sac en filet". Historiquement, les peuples andins utilisaient la shigra pour transporter ou stocker entre autres de la nourriture, des plantes ou des graines.

# La souveraineté alimentaire grâce aux semences paysannes

---

## Module de formation no. 1

### Objectif du module :

Contribuer à l'étude des systèmes de semences paysans et de leur importance dans la lutte pour la souveraineté alimentaire.

### Public cible :

Des animateur·ices et des militant·es de la campagne et de la ville qui sont en train de se former, main dans la main avec le mouvement paysan, au cœur de leurs territoires, villages, communautés, quartiers... entre autres.

### Méthodologie suggérée :

Lecture collective ou individuelle, suivie d'une discussion ultérieure pour approfondir la compréhension du sujet. A effectuer dans le cadre des processus de formation, dans un contexte organisationnel.

# La souveraineté alimentaire grâce aux semences paysannes

“

Nous, les membres de La Via Campesina, nous avons notre propre opinion sur la façon dont il serait souhaitable d'organiser le monde. Lorsque l'agriculture a été incluse dans les négociations du GATT [qui est devenu par la suite l'OMC], il était clair pour les organisations paysannes que le néolibéralisme et le secteur des affaires s'emparaient de l'agriculture, de la production alimentaire, de la terre, des semences et de tous ces droits et besoins fondamentaux de l'existence humaine. Nous savions également que les accords de libre-échange tenteraient de cimenter et de légitimer tout cela... Nous savions que les concepts et les idées qui sous-tendent la sécurité alimentaire conduisaient à un contrôle total par les entreprises... Après de longs et intenses débats à Tlaxcala, nous avons décidé qu'il nous fallait un langage qui mettrait suffisamment l'accent sur la question du pouvoir, du contrôle et de ceux qui prennent les décisions concernant le système alimentaire, et la souveraineté était le mot qu'il nous fallait.”

**Nettie Wiebe (Syndicat National des Fermiers - Canada)**



La Via Campesina a choisi l'expression de souveraineté alimentaire en 1996, à une époque extrêmement difficile, alors que le néolibéralisme s'étendait sur l'ensemble de la planète et semblait invincible.

C'est à ce moment qu'est née l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui a imposé le néolibéralisme au monde entier et supprimé toute protection de l'agriculture paysanne. C'est aussi à ce moment que les gouvernements qui participaient au Sommet mondial de l'alimentation ont décidé de limiter le droit à l'alimentation et de transformer les aliments en simples marchandises.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est l'organisme international chargé de faire appliquer le premier accord mondial de libre-échange, signé en 1996. Parmi les mesures approuvées dans ce traité figurent la privatisation des semences, l'élimination de toute protection de l'agriculture et l'interdiction de contrôler le commerce des denrées alimentaires.

Le Sommet de l'alimentation est une réunion entre les gouvernements du monde entier pour convenir de politiques et d'objectifs en matière d'alimentation. Le Sommet alimentaire de 1996, lors duquel La Via Campesina a présenté pour la première fois sa proposition de souveraineté alimentaire, a vu la subordination de l'alimentation aux définitions de l'OMC.

Avec sa proposition de souveraineté alimentaire, La Via Campesina a initié un grand effort de diffusion, de débat et d'élaboration en s'appuyant sur sa base paysanne.

Il y a eu différents jalons, comme la déclaration de La Via Campesina au Sommet de l'alimentation en novembre 1996 et la réunion de La Havane en 2001, laquelle a rassemblé des centaines d'organisations du monde entier et permis d'enrichir la définition initiale de la souveraineté alimentaire. À nouveau en 2007, La Via Campesina et des centaines d'organisations se sont réunies à Nyéléni, au Mali, où elles ont approfondi et élargi notre vision de la souveraineté alimentaire qu'elles ont définie comme suit :

La souveraineté alimentaire correspond au droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les productrices et producteurs, les distributrices et distributeurs et les consommatrices et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et des politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales.

Elle défend les intérêts et l'intégration des générations futures.

La souveraineté alimentaire représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les productrices et producteurs locaux.

La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche traditionnelle, un élevage pastoral, ainsi qu'une production, une distribution et une consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique.

La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantit un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommatrices et consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation.

La souveraineté alimentaire garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de celles et ceux qui produisent les aliments.

La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppressions et inégalités entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.



# La lutte pour la souveraineté alimentaire s'est poursuivie sans arrêt



Après avoir commencé comme un cri de résistance des organisations paysannes, il y a un quart de siècle, la souveraineté alimentaire constitue aujourd'hui un principe de lutte pour La Via Campesina, ainsi que pour d'innombrables mouvements sociaux et populaires dans les campagnes et les villes, qui voient en elle la base d'un monde qui respecte les droits fondamentaux, élimine la faim et garantit l'alimentation, la dignité et la liberté de tous les peuples.

Compte tenu de sa complexité et de son ampleur, la lutte pour la souveraineté alimentaire est étroitement liée à de nombreuses autres luttes populaires. « Se battre pour la souveraineté alimentaire, c'est se battre pour les semences, pour la terre, pour l'eau, contre les produits agrottoxiques, pour le droit de s'organiser, pour sa propre culture, etc. » (Geneviève Lalumière, Union Paysanne, Canada) Nous obtiendrons la pleine souveraineté

alimentaire qu'à la condition de prendre soin de la nature, d'expulser l'agrobusiness et l'OMC de l'agriculture, et si nous changeons les nombreux cadres juridiques qui font primer les profils de quelques entreprises sur le droit à l'alimentation des générations actuelles et futures. C'est une lutte longue et complexe que nous devons combiner avec nos efforts pour concrétiser les différentes formes de souveraineté alimentaire maintenant.



Les semences et la biodiversité, cultivées et non cultivées, nous permettent de garantir notre alimentation, d'éviter la faim et de donner à nos enfants la vision d'un avenir meilleur."

**Alimata Traoré (Coordination Nationale des Organisations Paysannes - Mali)**

La préservation, la culture et la multiplication des semences paysannes constituent une partie fondamentale de ces luttes. Si vous ne disposez pas de vos propres semences, vous ne pouvez pas vous débarrasser du contrôle des entreprises. Les grandes transnationales disposent aujourd'hui de nombreux mécanismes pour contrôler l'agriculture par les semences ; ces mécanismes sont juridiques, techniques, publicitaires, économiques et biologiques. Dans de nombreux pays, nous constatons également l'utilisation de la force et/ou de l'intimidation. Il est nécessaire de comprendre comment ces mécanismes fonctionnent pour renforcer nos luttes.



**Il n'y a pas de souveraineté alimentaire s'il n'y a pas de souveraineté des semences.... D'autre part, conserver les semences pour nous est aussi une façon de défendre la terre contre l'occupation."**

**Doa Zayed (Union des Comités de Travail Agricole – Palestine)**



**Les femmes, par leur travail, ont été les principales gardiennes des semences, au cours de l'histoire et aujourd'hui. Elles sont les premières responsables de toutes les tâches liées aux semences, et ce sont elles qui transmettent le mieux ce savoir. Les femmes sont celles qui ont le plus grand intérêt et le plus d'affinité avec les graines ; elles y sont même symboliquement liées car elles les comprennent comme un œuf fécondé."**

**Geneviève Lalumière (Union Paysanne – Canada)**

# Les débuts de la Révolution verte



Avant la Révolution verte, les paysan·nes du monde entier, leurs familles et leurs communautés jouissaient d'un certain degré de souveraineté alimentaire, même dans des conditions d'oppression. Bien qu'ils et elles aient souvent dû renoncer à une partie de leur production sous forme de tribut ou la vendre dans des conditions désavantageuses, les formes de production paysannes ont maintenu leur indépendance. 'Celles-ci étaient basées sur la garantie de la nourriture familiale et communautaire, mais aussi sur l'obtention de bois, de fibres, de médicaments et d'éléments nécessaires aux fêtes, à l'art et aux cérémonies.

Entre les mains de milliers de communautés paysannes, il y avait des centaines d'espèces cultivées et sauvages, ainsi que des animaux domestiqués et semi-domestiqués, et des centaines de milliers de variétés. Ainsi, il y avait des milliers de façons de pêcher, de chasser, de cultiver, de soigner, de récolter, de cuisiner, de transformer et de manger. Il y avait aussi des centaines de façons d'obtenir des médicaments, du bois, des fibres, des teintures etc. Cela s'est traduit par une richesse infinie de cultures différentes, chacune avec sa propre cuisine, ses techniques agricoles, ses façons de se soigner, de prendre soin de la nature, de se rapporter au sacré, de pratiquer les arts, de partager etc.

## Qu'est-ce que la Révolution verte ?

Dans la première moitié du XXe siècle, plusieurs entreprises productrices d'engrais, d'herbicides, de pesticides et de semences ont compris que l'autonomie des paysan·nes les empêchait de devenir de bon·nes client·es. Malgré d'innombrables campagnes publicitaires et la coopération des services de vulgarisation technique des pays industrialisés pour introduire ces intrants, la paysannerie continuait de conserver un degré important d'indépendance et de liberté dans ses prises de décision sur quoi et comment cultiver ou élever, et les ventes des entreprises augmentaient lentement. La situation a commencé à changer lorsque les entreprises et les instituts de recherche ont produit des semences qui, grâce aux engrais et à l'irrigation, pouvaient donner des rendements élevés. Sous la pression des systèmes de vulgarisation technique, les agricultrices et agriculteurs des pays industrialisés ont commencé à utiliser ces semences et les ventes d'engrais et d'autres produits agrochimiques ont augmenté de manière considérable.



Ainsi, les transnationales agricoles ont réussi à introduire la même technologie dans le reste du monde. Avec l'aide, notamment, du gouvernement américain et d'organisations comme la Fondation Rockefeller et la Fondation Ford, des instituts de recherche ont été fondés dans le monde entier, principalement dans le but de créer des variétés qui nécessitent des engrais et des produits agrochimiques. De plus, des services de vulgarisation technique ont été mis en place pour faire pression sur les paysan·nes afin qu'ils et elles adoptent ces variétés et utilisent les intrants qu'elles nécessitent. Ce processus a été appelé la « **Révolution verte** ».

Cette soi-disant révolution s'est imposée il y a plus de 50 ans et les paysan·nes y résistent encore, surtout en Afrique. Les gouvernements et le secteur privé continuent d'exercer des pressions, malgré de multiples échecs et des effets négatifs indéniables.

Dès le départ, la Révolution verte a dévalorisé et méprisé les semences paysannes afin de justifier l'introduction de semences « améliorées » produites dans des champs expérimentaux. En fait, ces semences ne sont guère améliorées : ce sont des semences qui dépendent de l'irrigation et des produits chimiques – engrais, pesticides, hormones, herbicides – pour obtenir de bonnes récoltes. Ce sont aussi des variétés souvent dépourvues de caractéristiques importantes, notamment la résistance aux températures extrêmes, aux pénuries d'eau, aux sols acides, aux insectes locaux, et qui ont pu voir leur goût initial modifié – en particulier pour des fruits et des céréales, parfois ses variétés sont devenues moins faciles à cuire ou à conserver. Une autre caractéristique souvent perdue est celle des utilisations multiples. Un cas bien connu : les variétés modernes de céréales possèdent des tiges courtes.

Ces variétés produisent davantage de grains lorsque tous les produits agrochimiques dont elles ont besoin sont ajoutés, mais elles ne produisent pas la paille qui servait autrefois à nourrir les animaux, à récupérer le fumier et l'urine pour les utiliser comme engrais, et pouvait être utilisée pour la vannerie ou la construction.

Au début, les instituts de recherche produisaient les semences « améliorées » et les diffusaient par l'intermédiaire de programmes publics de vulgarisation technique, de crédits et de marketing. Les semences étaient offertes gratuitement et, bien que beaucoup d'entre elles aient causé énormément de dégâts, la contribution de chercheur·euses et de technicien·nes qui s'intéressaient au bien-être social a également permis de produire des variétés très utiles.

Cependant, tandis que s'imposaient les politiques néolibérales – avec la destruction des agences publiques, la diminution ou la disparition du crédit, l'ouverture de l'agriculture aux importations et aux exportations – le poids du secteur public a diminué et les entreprises privées – et de plus en plus les grandes sociétés transnationales – ont pris le contrôle de la production et de la commercialisation des semences. Pour ces entreprises, les semences ont cessé d'être un bien commun et sont devenues une simple marchandise, dont l'utilisation obligeait les paysan·nes à acheter d'autres biens : les intrants chimiques. En 1971, les transnationales ont commencé à mettre en place un système solide de privatisation des semences par le biais de l'UPOV, qu'ils ont renforcé en 1991 et imposé dans le monde entier par le biais de l'OMC, d'accords de libre-échange et d'autres traités internationaux.

Au cours des décennies qu'a duré ce processus, la dépendance croissante aux intrants achetés et la perte de semences propres ont causé l'expulsion massive de familles et de communautés rurales de la campagne vers la ville et l'expansion des grandes exploitations agricoles partout sur la planète. Cela a facilité d'autres processus importants de perte de souveraineté alimentaire : la simplification du régime alimentaire urbain, la formation de grandes chaînes de transformation et de commercialisation, l'expansion des supermarchés, la production dans de grandes monocultures et la réorientation de la production agricole vers le plus offrant, c'est-à-dire vers le commerce agricole international. Avec le développement de la biotechnologie, les entreprises agroalimentaires ont acquis un nouvel outil puissant qu'elles ont utilisé pour contrôler encore plus les semences et généraliser les monocultures.



Malgré toutes les pressions et les nombreuses années de propagande, la grande majorité des paysan·nes ont résisté et n'ont pas abandonné leurs semences. Ce sont surtout les agricultrices qui ont continué à les cultiver, à les soigner, à les multiplier et à les partager, se tenant ainsi à l'écart des grands intérêts commerciaux. Les entreprises ont alors promu des stratégies très agressives pour briser la résistance et forcer tout le monde à accepter les variétés modernes et les intrants associés. Elles ont commencé dans les pays industrialisés, en Europe, au Japon, en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et au Canada. Puis elles se sont tournées vers l'Asie et l'Amérique latine, et finalement elles se sont attaquées à l'Afrique, où la pression s'est intensifiée au cours des 15 dernières années, en particulier grâce à des programmes comme l'AGRA, qui sont fortement financés par la Fondation Gates.

Ces stratégies comprennent la privatisation des semences, le contrôle de la commercialisation, la réglementation sanitaire et l'imposition d'exigences qui ne favorisent que les grandes entreprises, comme les soi-disant bonnes pratiques agricoles, la sécurité alimentaire et les règles arbitraires comme l'interdiction de vendre du lait cru. Cela est la cause d'un exode rural continu, de plus de 800 millions de personnes affamées et de plus de 1,6 milliard de personnes malades à cause d'une mauvaise alimentation, de la destruction de la nature et d'une crise climatique de plus en plus grave. La crise de COVID-19 a en outre cruellement démontré que le commerce international ne garantit pas la nourriture et qu'au milieu de l'année 2021 nous dénombrons probablement 1,7 milliard de personnes souffrant de la faim.

La Révolution verte a commencé dans le monde industrialisé à la fin des années 1950 et s'est répandue dans le monde entier à partir des années 1960. Depuis lors, selon la FAO, les trois quarts des semences paysannes qui existaient à l'époque ont été perdues. Si c'est le cas, c'est une tragédie.

Mais il est aussi fort possible que de nombreuses semences soient encore vivantes, hors de portée des chercheurs et chercheuses, hors des statistiques, ignorées des autorités et des multinationales, dans les champs et chez les paysan·nes du monde entier. Tout comme les semences de laboratoire constituaient la clé pour que le capital prenne le contrôle de la chaîne alimentaire, les semences paysannes représentent la clé pour reconstruire et récupérer notre souveraineté alimentaire. Notre travail consiste à remettre les semences paysannes au centre de l'agriculture, de l'alimentation, de nos cultures et de notre souveraineté. C'est pourquoi La Via Campesina promeut une campagne permanente de défense des semences en tant que patrimoine des peuples au service de l'humanité, une campagne que nous présentons dans une autre section de cette formation.

Cette tâche n'est pas et ne sera pas facile. Nous ne pourrons réussir que si nous l'intégrons aux nombreuses autres luttes que nous menons pour la souveraineté alimentaire, la défense de l'agriculture paysanne, la lutte contre les changements climatiques et autres. Grâce à 17 ans de pression constante et à un travail permanent de débat et d'élaboration, nous disposons aujourd'hui de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·nes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), le seul instrument international qui reconnaît largement notre droit à la souveraineté alimentaire et aux semences. En tant que membres de La Via Campesina, il nous incombe de mieux connaître cette déclaration et d'en faire un outil puissant dans nos luttes.

# En quoi les semences paysannes représentent-elles la base de la souveraineté alimentaire et comment les semences de laboratoire sont-elles au service des grandes entreprises?

---



### Semences paysannes

Les familles les produisent elles-mêmes. On peut les échanger avec les voisin-es et les proches.

Elles constituent un patrimoine familial souvent légué par les grands-mères. Nous connaissons leur histoire et sommes fier-es de les avoir.

Nous pouvons les produire avec nos propres ressources : nos semences, le fumier, les engrais et préparations biologiques, les cultures intercalaires, les traitements biologiques, etc.

Nous pouvons les garder, les améliorer, les multiplier, les utiliser et les échanger librement.

Elles sont adaptées aux conditions locales. Elles produisent quelque chose même lors des années de mauvaises récoltes.

Nous savons comment les utiliser. Si nous avons des doutes, nous pouvons consulter d'autres membres de la famille ou de la communauté.

Si nous perdons les semences, nous pouvons les récupérer auprès d'un voisin, d'une voisine ou d'un proche.

Nous savons comment préparer et transformer les produits que nous récoltons. Elles ont des saveurs que nous préférons et beaucoup d'entre elles servent à prendre soin des malades, des femmes enceintes, des aîné-es, etc. Elles servent aussi dans nos cérémonies.

Nous savons comment les entreposer et éviter que les insectes ou les champignons les détruisent.

Il est souvent difficile de vendre la récolte dans les marchés urbains. Nous devons montrer aux gens de la ville que notre production est de grande qualité.

### Semences produites par des laboratoires et des sociétés privées

Il faut les acheter tous les ans; elles sont chères et nous ne pouvons les échanger librement.

Nous ne connaissons ni leur histoire ni leur origine. Nous ne connaissons pas leur comportement ni la meilleure façon d'utiliser la récolte.

Elles requièrent de l'irrigation, des engrais et des produits agrochimiques qu'il faut acheter à des entreprises, habituellement des transnationales.

Nous ne pouvons pas les multiplier, ni les échanger, ni les utiliser librement. Nous devons les acheter chaque année.

Elles ne sont pas adaptées aux conditions locales. Si la saison est mauvaise ou si une avarie survient, on perd tout.

Souvent, on ne sait pas comment les utiliser; c'est pourquoi elles échouent souvent. Nous dépendons de technicien·nes ou d'entreprises pour apprendre à les utiliser.

Si nous perdons les semences, nous devons les acheter à nouveau.

Les produits que nous récoltons ne sont pas toujours adaptés à nos méthodes de transformation et de cuisson. Souvent, il faut les cuire longtemps. Les saveurs ne sont pas les mêmes. Nous perdons les propriétés médicinales et cérémoniales de nos propres semences.

Elles sont fragiles et leur conservation requiert des produits chimiques toxiques.

La vente de la récolte en ville est facile, mais elle ne produit pas toujours un revenu net, parce que sa production coûte plus cher.





# Shigra virtuelle

## (outils complémentaires)

### À lire:

**[La souveraineté alimentaire TOUT DE SUITE!](#)**

**[Les lois semencières qui criminalisent les paysans: résistance et luttes](#)**

**[Nos semences, Notre futur](#)**

**[Nyéléni 2007: Forum pour la Souveraineté Alimentaire](#)**

**[L'agroécologie paysanne pour la Terre et la Souveraineté alimentaire: Expériences de La Via Campesina](#)**

**[Semences et biodiversité agricole: La cheville ouvrière délaissée du droit à l'alimentation et à la nutrition](#)**

**[Graines de résistance: Les paysans palestiniens se battent contre l'annexion et la pandémie](#)**

**[Action "Adoptez une semence": Explication](#)**

### À visionner:

**[Un mouvement en formation](#)**

**[L'Espérance paysanne](#)**

Note : Il nous plairait de connaître votre expérience avec ces modules. Quels autres sujets aimeriez-vous approfondir ? Lorsque vous utiliserez ce matériel dans vos processus régionaux, locaux et organisationnels, veuillez envoyer vos réactions et commentaires à [lvcweb@viacampesina.org](mailto:lvcweb@viacampesina.org), ils seront très utiles.

La Via Campesina est un mouvement international qui défend l'agriculture durable à petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Elle rassemble des millions de paysans, de petits et moyens producteurs, de sans-terre, de jeunes et de femmes en milieu rural, de peuples autochtones, de migrants et de travailleurs agricoles du monde entier. Elle s'oppose fermement à l'agrobusiness et aux multinationales qui détruisent les peuples et la nature. LVC comprend 182 organisations locales et nationales dans 81 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques.

Visitez le site [www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org) pour obtenir de plus amples informations, vous abonner à nos bulletins d'information et faire un don.

**Secrétariat International de La Via Campesina:**

Adresse:  
104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet, France

Adresse e-mail:  
[viacampesina@viacampesina.org](mailto:viacampesina@viacampesina.org)

 [facebook.com/ViaCampesinaOfficial](https://facebook.com/ViaCampesinaOfficial)  
 [@viacampesinaFR](https://twitter.com/viacampesinaFR)  
 [@la\\_via\\_campesina\\_official](https://www.instagram.com/la_via_campesina_official)